



This document is a review of major human rights and democracy stories in the news in countries covered by the OHCHR Central Africa Regional Office. It is intended to inform stakeholders on human rights related developments in major news media in the sub region. The references of the proposed summaries are indicated in brackets to allow the recipients not only to possibly continue reading but also to understand that these choices do not imply the approval of the OHCHR Regional Office. Its content therefore does not reflect the views of OHCHR or that of the United Nations.

## **Droit à la Santé – Actualités liés au COVID-19**

### **Burundi: Covid-19 – Les Burundais pourront-ils bénéficier des vaccins un jour ?**

IWACU

**22 Septembre 2021** – Alors que les pays du monde vaccinent leurs citoyens, sauf bien-sûr le Burundi et l'Erythrée en Afrique, Iwacu a approché la Banque mondiale pour s'enquérir de la situation sur le projet des vaccins à acheminer au Burundi.

Le Bureau de la Banque mondiale à Bujumbura a répondu : « La Banque mondiale a reçu en août 2021, une demande officielle pour un financement additionnel du Projet de Préparation et de Riposte à la Covid-19. Le financement supplémentaire facilitera l'achat de vaccins abordables et équitables contre la Covid-19 et renforcera les systèmes sanitaires pour un déploiement efficace ».

Concernant la collaboration pour la riposte contre cette pandémie, la Banque mondiale fait savoir qu'elle travaille actuellement "en étroite collaboration avec le gouvernement du Burundi pour faciliter le processus." [...] (consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/covid-19-les-burundais-pourront-ils-beneficier-du-vaccin-un-jour/> le 22 septembre 2021).

### **Burundi: COVID-19 – Suspension of Social gatherings on Weekdays**

The East African

**21 September 2021** - Burundi on Monday announced that it had suspended social gatherings on weekdays to curb spread of Covid-19.

Social gatherings are however allowed on weekends.

The decision was made "because they (citizens) do not respect the measures decreed by the health authorities in the fight against the coronavirus. This has resulted in an increase in Covid-19 cases," says a statement by the Internal Affairs Ministry dated September 17, 2021 but released on Monday [...] (Accessed online at <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/burundi-covid-rules-3557888> on 22 September 2021).

### **Burundi: Covid-19 – Frais de dépistage pour étrangers aux frontières maritimes et terrestres réduits**

IWACU

**19 Septembre 2021** – Selon l'ordonnance conjointe des ministères des Finances, de la Santé publique et de l'Intérieur, les frais du test Covid-19 exigé aux étrangers passent de 30 à 15 dollars pour les étrangers. Les Burundais restent soumis à 15.000 BIF.

« Tout voyageur entrant au Burundi via les frontières terrestres et maritimes ouvertes doit être soumis à un test Covid-19 dès son arrivée à la frontière et cela moyennant un montant 15 dollars américains pour les étrangers et 15.000 BIF pour les nationaux », peut-on lire dans cette ordonnance conjointe de ce 17 septembre.

Fixée initialement à 30 dollars par le Comité national de riposte contre la Covid-19 pour tout étranger, cette somme avait provoqué l'indignation des commerçants congolais. [...] (consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-covid-19-frais-de-depistage-pour-etrangers-aux-frontieres-maritimes-et-terrestres-reduits/> le 22 septembre 2021).

## **Congo: Covid-19 – 107 000 masques de protection offerts au pays**

Les Dépêches de Brazzaville

**21 Septembre 2021** – L'ambassadeur de la République de Corée, Kim Kie-Joo, a remis, le 21 septembre, un don de masques de protection individuelle au gouvernement congolais. La cérémonie s'est déroulée au Centre de santé intégré de Moukondo dans l'arrondissement 4, Mougali.

Le don a été réceptionné par le ministre de la Santé et de la population, Gilbert Mokoki, en présence de la représentante de l'Unicef au Congo, le Dr Chantal Umutoni, et le maire de Mougali, Bernard Batantou.

La donation est composée de 107 000 masques de protection individuelle. Elle contribuera au renforcement des mesures de prévention au maintien de la continuité des services de santé dans le contexte de la pandémie du coronavirus. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/covid-19-107-000-masques-de-protection-offerts-au-congo-130709> le 22 septembre 2021).

## **DR Congo: COVID-19 - President Tshisekedi Receives COVID-19 Jab, Urges Residents to Get Vaccinated**

The East African

**14 September 2021** - The Democratic Republic of Congo's President Félix Tshisekedi on Monday received his first dose of vaccine against Covid-19.

This comes at a time when efforts to encourage the public to get vaccinated are being intensified.

Although the Presidency did not specify the brand of vaccine President Tshisekedi had received, it announced that the country has rolled out Moderna and AstraZeneca jabs.

The Head of State, who was accompanied by First Lady Denise Nyakeru, said, "the vaccine remains the best available solution for combating Covid-19 at the moment. Having lost several relatives to the disease, I am in a better position to testify about the devastating impact of the pandemic." [...] (Accessed online at <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/rest-of-africa/drc-president-tshisekedi-receives-covid-19-jab-3550092> on 22 September 2021).

## **Guinée Equatoriale: COVID-19 – L'argent confisqué au vice-président Obiang sera utilisé pour fournir des vaccins aux Equato-guinéens**

VOA

**22 Septembre 2021** – Au total 15 milliards FCFA seront utilisés et 600.000 personnes devraient en bénéficier, selon Washington.

WASHINGTON --Le gouvernement américain a annoncé lundi que l'argent provenant de la liquidation des biens prétendument mal acquis confisqués au vice-président de la Guinée équatoriale, Teodoro Nguema Obiang Mangue, sera utilisé pour acheter des médicaments et des vaccins contre le coronavirus pour la population équato-guinéenne.

M. Obiang Mangue, 53 ans, est le fils du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, au pouvoir depuis 1979.

Selon un communiqué du ministère américain de la justice dont copie est parvenue à VOA Afrique, le montant total de cette opération s'élève à 26,6 millions de dollars, soit près de 15 milliards de francs CFA. [...] (consulté en ligne sur <https://www.voaafrique.com/a/la-guin%C3%A9e-%C3%A9quatoriale-recevra-vaccins-covid-et->

[m%c3%a9dicaments-avec-l-argent-confisqu%c3%a9-%c3%a0-son-vice-pr%c3%a9sident/6236970.html](https://www.adiac-congo.com/content/lutte-contre-la-covid-19-felix-tshisekedi-plaide-pour-un-soutien-la-strategie-continentale) le 22 septembre 2021).

## **RDC: Lutte contre la COVID-19 – Félix Tshisekedi plaide pour un soutien à la stratégie continentale**

[Les Dépêches de Brazzaville](#)

**22 Septembre 2021** – Le président de la République démocratique du Congo (RDC) et président en exercice de l'Union africaine (UA) a présenté, à la 76e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), la stratégie commune contre la covid-19 ainsi que les besoins de financement des économies africaines pour leur redressement.

En sa qualité de président en exercice de l'UA, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo a plaidé pour le financement des économies africaines victimes de la crise sanitaire. Il pense que « la victoire contre la covid-19 n'est possible et durable que si le combat demeure une affaire de tous et si nous atteignons un taux d'immunité collective suffisant pour l'ensemble de l'humanité ». Concernant l'Afrique, cette partie du monde a mis en place « une stratégie continentale commune contre la covid-19 », a déclaré le président de l'UA, citant l'exemple de la création d'un Fonds de réponse à la covid-19 et le lancement d'une plateforme de fournitures médicales visant à garantir à tous les pays l'accès aux équipements et fournitures indispensables. Il a, en outre, rappelé le projet d'accord initié par les pays africains pour la création de l'Agence africaine des médicaments, et un accord pour l'achat de 220 doses de vaccins, via l'African vaccine acquisition trust, fixant à plus de vingt-cinq millions par mois le nombre de vaccins à distribuer sur le continent d'ici à 2022. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/lutte-contre-la-covid-19-felix-tshisekedi-plaide-pour-un-soutien-la-strategie-continentale> le 22 septembre 2021).

## **Rwanda: COVID-19 – Bars to Re-open After 18 Months, Curfew Hours Reduced in Kigali**

[The New Times](#)

**22 September 2021** - A cabinet meeting on Tuesday September 21 resolved to open bars progressively, following the reduction of Covid-19 cases in the country.

This is the first time that bars are set to open since the Covid-19 outbreak in Rwanda 18 months ago.

The curfew hours in Kigali city were also reduced, allowing people to make unrestricted movements from 4am to 11pm, while businesses will be open until 10pm.

This represented an extension of one hour.

However, the government issued tighter measures for the districts of Gicumbi, Karongi, Kirehe, Ngoma and Nyagatare, since they have high Covid-19 incidence.

For these districts, curfew will apply between 4am and 8pm, while businesses must close by 7pm.

For the remaining districts, curfew will begin at 9pm with businesses closing by 8pm. [...] (Accessed online at <https://www.newtimes.co.rw/news/covid-19-bars-re-open-after-18-months-curfew-hours-reduced-kigali> on 22 September 2021).

## **AUTRES ACTUALITES**

### **Burundi: « 2 morts et plus de 100 blessés » dans deux attaques à la grenade**

[IWACU](#)

**21 Septembre 2021** – Le gouvernement burundais a annoncé le bilan officiel de 104 personnes touchées par des éclats de grenades. « Deux personnes ont succombé aux blessures, plus de 50 ont été soignées avant de rentrer chez elles. Le gros de patients est actuellement soigné à l'hôpital Prince Régent Charles » a déclaré le premier ministre Alain Guillaume Bunyoni. Il s'est rendu ce mardi au chevet des victimes se trouvant à cet hôpital au lendemain de deux attaques simultanées qui ont eu lieu à Bujumbura. Un jet de grenade a été lancé à l'ex-marché central et un autre au quartier Jabe ce lundi.. [...] (consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/2-morts-et-plus-de-100-blesses-dans-les-deux-attaques-a-la-grenade/> le 22 septembre 2021).

## Burundi: Discord Over State of Rights

The East African

**18 September 2021** - Burundi's political opposition and the National Independent Human Rights Commission are locked in a disagreement over the state of human rights following comments by a UN team that intolerance was still rife in the country.

Recently, the UN Commission of Inquiry on Burundi led by Doudou Diène said that the democratic space in the country has remained closed. "No structural reform has been undertaken to durably improve the situation. Serious human rights violations have continued to be committed by state officials and members of the Imbonerakure," said the report. [...] (Accessed online at <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/discord-over-state-of-rights-in-burundi-3554562> on 22 September 2021).

## Burundi: Allegations of Killings, Disappearances, Torture

HRW

**17 September 2021** - PRESS RELEASE – Nairobi — UN Rights Body Should Ensure International Investigations Continue

Grave human rights violations have persisted in a context of insecurity in the 15 months since Évariste Ndayishimiye became president of Burundi, Human Rights Watch said. Until Burundian authorities address the root causes of the 2015 crisis and continuing impunity, the United Nations Human Rights Council, meeting in Geneva, should ensure that investigations into the human rights situation in Burundi continue.

New Human Rights Watch research in Cibitoke found that Burundian intelligence services, security forces, and members of the ruling party's youth league, the Imbonerakure, have allegedly killed, disappeared, and tortured real or perceived political opponents and people suspected of having ties with Burundian rebels in neighboring Democratic Republic of Congo. People crossing the Rusizi river to travel between Congo and Burundi's Cibitoke province for personal business have been reported missing, and their fate remains unknown. [...] (Accessed online at <https://www.hrw.org/news/2021/09/17/burundi-allegations-killings-disappearances-torture> on 22 September 2021).

## Burundi: De graves abus et un espace démocratique « fermé » malgré un « semblant de normalisation » (Commission d'enquête)

UN News Service

**16 Septembre 2021** – Derrière un « semblant de normalisation », de graves violations des droits de l'homme se poursuivent au Burundi, avec un « espace démocratique fermé », a alerté jeudi, la Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi, relevant toutefois que ces abus sont à une « échelle moindre » par rapport au contexte électoral.

Malgré les promesses initiales du Président burundais, Évariste Ndayishimiye, d'améliorer la situation des droits de l'homme dans un pays ravagé par des années de répression violente et de rétablir l'État de droit, des mesures structurelles en vue d'apporter des changements durables n'ont toujours pas vu le jour.

Selon les enquêteurs onusiens, l'espace démocratique reste étroitement fermé et de graves violations des droits de l'homme ont continué d'être commises depuis l'entrée en fonction du président en juin 2020. [...] (consulté en ligne sur <https://news.un.org/fr/story/2021/09/1103822> le 22 septembre 2021).

## Cameroun : Un an après les manifestations réprimées, 124 personnes sont toujours en prison

RFI

**22 Septembre 2021** – Au Cameroun, le parti d'opposition MRC de Maurice Kamto et plusieurs organisations camerounaises et internationales demandent la libération des personnes emprisonnées depuis un an suite aux manifestations empêchées du 22 septembre 2020. Sur quelque 500 personnes interpellées ce jour-là, 124 sont encore derrière les barreaux, la quasi-totalité n'ont pas été jugées et leurs avocats ont décidé de se retirer de la procédure.

Le 22 septembre 2020, sept organisations dont le MRC de Maurice Kamto appellent à défiler massivement pour exiger la réforme du système électoral, la fin du conflit dans les régions anglophones et la transparence dans l'utilisation des fonds pour la CAN de football.

Les autorités empêchent les rassemblements, quelque 500 militants et sympathisants sont arrêtés, dont Maurice Kamto ; notre correspondant Polycarpe Essomba est interpellé plusieurs heures et matraqué. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210922-cameroun-un-an-apr%C3%A8s-les-manifestations-r%C3%A9prim%C3%A9es-124-personnes-sont-toujours-en-prison> le 22 septembre 2021).

## **Cameroun: Un an après la répression de manifestations, l'intransigeance continue**

HRW

**22 Septembre 2021** – COMMUNIQUÉ DE PRESSE - Dakar — Les autorités devraient libérer les prisonniers politiques et respecter le droit de réunion pacifique

Les autorités du Cameroun devraient s'assurer que les responsabilités soient établies à l'égard de la répression menée en septembre 2020 par leurs forces de sécurité contre des dirigeants et partisans de l'opposition et des manifestants pacifiques, ont déclaré aujourd'hui Amnesty International et Human Rights Watch. Elles devraient remettre en liberté, immédiatement et sans conditions, toutes les personnes arrêtées pour avoir exprimé leur point de vue politique ou pour avoir exercé leur droit à la liberté de réunion pacifique, et mettre fin à la campagne de répression contre les manifestants pacifiques et les détracteurs du gouvernement.

« En septembre dernier, des Camerounais ont courageusement contesté les actions de leur gouvernement, qui a réagi avec violence et mépris », a déclaré Ilaria Allegrozzi, chercheuse senior sur l'Afrique centrale à Human Rights Watch. « Un an plus tard, la répression continue, des manifestations sont encore interdites et des manifestants pacifiques sont toujours en prison. » [...] (consulté en ligne sur <https://www.hrw.org/fr/news/2021/09/22/cameroun-un-apres-la-repression-de-manifestations-lintransigeance-continue> le 22 septembre 2021).

## **Cameroon: Cameroonians Call For Cease-Fire in Conflict Zones on Peace Day**

VOA

**21 September 2021** - Yaounde — For this year's U.N. World Peace Day (September 21), thousands of Cameroonians have called for a cease-fire between the military and separatists. People who marched in several cities and towns said they were tired of burying civilians caught up in the fighting. But the conflict is not likely to end soon.

The song, "We want peace," by Cameroonian performer Salatiel blasted through speakers in Yaounde, capital of the central African country, on 2021 World Peace Day.

In the music, Salatiel says Cameroon needs immediate peace without which the entire country will sink into ruins.

Esther Njomo Omam, director of the non-governmental organization Reach Out Cameroon, organized the rally. She says Cameroonians should give peace a chance. [...] (Accessed online at <https://www.voanews.com/a/cameroonians-call-for-cess-fire-in-conflict-zones-on-peace-day/6237248.html> on 22 September 2021).

## **Cameroon: After Suffering Blow, Cameroon Mulls Shift in War Against Separatists**

Daily Nation

**21 September 2021** - Cameroon has announced a "paradigm shift" in its anglophone region after more than 15 soldiers were killed and three armoured vehicles destroyed by separatist fighters in two separate attacks in a week.

In a statement issued Monday, the military said a convoy of elite soldiers and the Rapid Intervention Battalion, an army combat unit of the Cameroonian Armed Forces, were ambushed while on a reconnaissance mission in Bamessing in the North West region on September 16.

Four days later, a similar attack was carried out against the army in Kikaikom in the same region.

Some "15 soldiers and several civilians were killed as well as three vehicles damaged," military spokesperson Cyrille Serge Atonfack Guemo said in the statement. [...] (Accessed online at <https://nation.africa/kenya/news/africa/after-suffering-blow-cameroon-mulls-shift-in-war-against-separatists-3557380> on 22 September 2021).

## **Chad Has a New Roadmap – Why It May Lead to More of The Same and Not For Democracy**

[The Conversation](#)

**21 September 2021** - On 29 July 2021, the National Transition Council in N'Djamena presented a roadmap for the reintroduction of democracy in Chad. It also contained improvements to security, national unity and fostering the rule of law and good governance.

The roadmap was eagerly expected after the recent dramatic events in Chad. In April, a sudden advance of the insurgency group Front for Change and Concord in Chad (FACT) from its Libyan sanctuary was met by a strong military response personally led by President Idriss Déby Itno, who died on the front.

In the subsequent tumult, the President's son, Mahamat Idriss Déby grabbed power with the support of people close to the former president. To forestall public protests they organised a National Transition Council to indicate their willingness to relinquish power. [...] (Accessed online at <https://theconversation.com/chad-has-a-new-roadmap-why-it-may-lead-to-more-of-the-same-and-not-democracy-167229> on 22 September 2021).

## **Congo: Assassinat de Chebeya et Fidèle Bazana – La FBCP salue les efforts de la justice congolaise**

[Cameroon Tribune](#)

**22 Septembre 2021** – L'Organisation non gouvernementale se réjouit des efforts menés pour l'aboutissement du dossier du double meurtre et appelle, par ailleurs, à la poursuite de toutes les personnes impliquées dans ce crime.

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) a salué les efforts menés par la justice congolaise dans le dossier du double assassinat du directeur exécutif de la Voix des sans voix pour les droits de l'homme (VSV), Floribert Chebeya, et son chauffeur, Fidèle Bazana. Le président de cette organisation, Emmanuel Adu Cole, qui dit suivre de très près ce dossier, en appelle à la justice congolaise afin de continuer à travailler pour le bien du peuple congolais. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/assassinat-de-chebeya-et-fidele-bazana-la-fbcp-salue-les-efforts-de-la-justice-congolaise> le 22 septembre 2021).

## **DR Congo: Police Violence Against Reporters, Media Outlet, During Protest in Kinshasa**

[RSF](#)

**20 September 2021** - Police attacked journalists and inflicted damage on the headquarters of a media outlet during a banned protest last Wednesday in Kinshasa, the Democratic Republic of Congo's capital. Reporters Without Borders (RSF) condemns the exceptional violence used by the police and calls for those responsible to be sanctioned.

A 30-second video posted on social media shows one of the reporters who covered the protest, Patient Ligodi, a Radio France Internationale correspondent and director of the Actualités CD news website, being detained, beaten, dragged along the ground and thrown in the back of a police car, which drives off with Ligodi's legs hanging out of the still-open back door. [...] (Accessed online at <https://rsf.org/en/news/police-violence-against-reporters-media-outlet-during-protest-kinshasa> on 22 September 2021).

## **DR Congo: New Findings on Prison Mass Rape**

[HRW](#)

**20 September 2021** – PRESS RELEASE – Full Investigation Needed into Ignored Riot Warnings, Sexual Violence Democratic Republic of Congo authorities have made no apparent progress investigating the September 2020 prison riot at Kasapa Central Prison in Lubumbashi, Human Rights Watch said. For three days, inmates repeatedly raped several dozen female detainees, including a teenage girl.

The authorities should provide survivors with adequate medical care and mental health support. They should credibly and impartially investigate the incident, including officials who ignored repeated warnings of the impending riot, and fairly prosecute those responsible for abuses. [...] (Accessed online at <https://www.hrw.org/news/2021/09/20/dr-congo-new-findings-prison-mass-rape> on 22 September 2021).

## DR Congo: Quick Reaction Forces to the Rescue in Eastern DRC

Institute for Security Studies

**17 September 2021** – ANALYSIS – The UN hopes a revamped Force Intervention Brigade can counter the ruthless tactics of the Allied Democratic Forces.

Can a revamped Force Intervention Brigade (FIB) turn the tide against the malignant Islamic State-linked armed group that continues to terrorise the eastern Democratic Republic of the Congo (DRC)?

The FIB is staffed by the Southern African Development Community (SADC) and attached to the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo (MONUSCO). For the past few years, the brigade has done little to implement its aggressive mandate to neutralise armed groups like the Allied Democratic Forces (ADF) in the east of the country. So last year, the UN decided to restructure the FIB and include troops from Kenya and Nepal. [...] (Accessed online at <https://www.issafrica.org/iss-today/quick-reaction-forces-to-the-rescue-in-eastern-drc> on 22 September 2021).

## DR Congo: Feared and Forgotten, Ebola Orphans Work to Survive

Thompson Reuters Foundation

**16 September 2021** – Hundreds of children orphaned by Ebola in the Democratic Republic of Congo have been driven to work amid trauma, discrimination and fear around the disease. Since Ebola killed her parents in 2019, Congolese teenager Patience has done various jobs to provide for her three younger siblings, from warehouse work to washing clothes for neighbours.

Her mother's dream was for all of the children finish school, but the oldest three had to drop out and find work after their parents died during the Democratic Republic of Congo's 2018-2020 Ebola outbreak - the country's deadliest on record. [...] (Accessed online at <https://news.trust.org/item/20210916090654-g2vdy/> on 22 September 2021).

## DR Congo: Slow Aid Response Frustrates Congolese Made Homeless by Volcano

The New Humanitarian

**16 September 2021** – Goma — 'This [response] is small, highly political, and highly sensitive.' After one of Africa's most dangerous volcanoes - Mount Nyiragongo - sent fast-moving lava towards Goma, the largest city in eastern Democratic Republic of Congo in May, international aid groups rushed supplies to half a million people who had been displaced.

But nearly four months on, an estimated 30,000 people remain in makeshift camps, with some pointing to what they see as long delays in receiving aid in a tightly controlled, government-led relief effort. Lists of disaster victims put together by the government took weeks to finalise, aid workers from international agencies said. Local officials have also postponed moves into newly constructed shelters for the displaced while blocking some aid groups from providing assistance at the camps, the workers added. [...] (Accessed online at <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2021/9/16/slow-aid-response-frustrates-congolese-made-homeless-by-volcano> on 22 September 2021).

## DR Congo: Massacres Persist Despite Martial Law

HRW

**15 September 2021** – PRESS RELEASE – Kinshasa — At Least 739 Civilians Killed in Ituri, North Kivu Provinces Since May

Attacks on civilians by armed groups have continued in two conflict-ridden provinces of eastern Democratic Republic of Congo since the government imposed martial law in May 2021, Human Rights Watch said. Various armed groups, some unidentified, have killed at least 672 civilians, while Congolese security forces have killed 67

civilians, in Ituri and North Kivu provinces between the start of martial law on May 6 and September 10, according to data collected by the Kivu Security Tracker, a joint project of Human Rights Watch and the Congo Research Group. [...] (Accessed online at <https://www.hrw.org/news/2021/09/15/dr-congo-massacres-persist-despite-martial-law> on 22 September 2021).

## **Gabon : Un projet de loi durcissant les conditions d'éligibilité à la présidence fait polémique**

RFI

**20 Septembre 2021** – Au Gabon, un projet de loi durcissant les critères d'éligibilité à la présidence de la République adopté lundi dernier par le gouvernement suscite les débats. Selon ce projet, pour être candidat à une élection présidentielle, il faut résider dans le pays durant au moins six mois chaque année durant les deux années qui précèdent le scrutin. Même les diplomates sont concernés. Pour être applicable, le projet doit d'abord être adopté par le Parlement. L'opposition soupçonne un coup tordu à deux ans de la prochaine élection présidentielle.

L'opposant Alexandre Barro Chambrier possible candidat à la présidentielle de 2023 dénonce une « manœuvre visant à éliminer des adversaires ».

Actuellement en France, Victoire Lasseny Duboze, ancienne Secrétaire générale du parti au pouvoir passée dans l'opposition déplore ce nouveau projet de loi. Elle aussi compte se présenter une deuxième fois à la présidentielle. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210920-gabon-un-projet-de-loi-durcissant-les-crit%C3%A8res-d-%C3%A9ligibilit%C3%A9-%C3%A0-la-pr%C3%A9sidence-fait-pol%C3%A9mique> le 22 septembre 2021).

## **RCA : La sortie musclée du président Faustin-Archange Touadéra**

RFI

**21 Septembre 2021** – Dans une interview publiée dans Jeune Afrique ce lundi 20 septembre, le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra fait le point sur les grands dossiers du moment : rébellion CPC, François Bozize, Wagner. Une prise de parole sur un ton bien plus ferme que d'habitude affirme un diplomate.

« Ces crimes, c'est Bozize qui en est à l'origine », déclare fermement Faustin-Archange Touadéra au sujet de la CPC et des crimes commis lors de l'attaque de Bangui en janvier. « Il a saboté tout ce que nous avons entrepris avec les groupes armés » poursuit-il. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210921-centrafrique-la-sortie-muscl%C3%A9e-du-pr%C3%A9sident-faustin-archange-touad%C3%A9ra> le 22 septembre 2021).

## **RCA : Des diplomates onusiens fustigent le rôle du groupe russe Wagner**

Les Dépêches de Brazzaville

**21 Septembre 2021** – En proie à des troubles depuis 2013, le pays n'a pas encore renoué avec la paix en raison d'exactions commises par les rebelles, les forces gouvernementales et leurs alliés russes du groupe Wagner, selon l'ONU et les ONG. Ces organisations demandent au gouvernement centrafricain de prendre les mesures nécessaires pour que les responsables des exactions dont ceux de la société Wagner « aient à répondre de leurs actes ».

Pointant du doigt la responsabilité non seulement des rebelles mais aussi des « instructeurs militaires russes » en soutien à l'armée régulière, qui seraient « responsables de 46% des incidents confirmés », les experts affirment que ces membres du groupe Wagner, déployés en Centrafrique en vertu d'un accord bilatéral avec la Russie, sont d'anciens militaires russes, épaulés par des mercenaires syriens et libyens. Et c'est essentiellement grâce à la présence de ces paramilitaires combattant aux côtés de l'armée loyaliste que les forces gouvernementales ont réussi depuis le début de l'année à reprendre aux rebelles les agglomérations et une bonne partie des deux tiers du pays qu'ils contrôlaient depuis plusieurs années. [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/centrafrique-des-diplomates-onusiens-fustigent-le-role-du-groupe-russe-wagner-130678> le 22 septembre 2021).

## RCA : Grogne des avocats après l'arrestation de l'un d'entre eux

RFI

**20 Septembre 2021** – Mouvement de grogne des avocats en Centrafrique. Ils ont demandé une audience ce lundi pour remettre un mémorandum au chef de l'État. Depuis le 9 septembre, les avocats ont suspendu leur participation aux audiences à la suite de l'arrestation temporaire sous pression du politique - affirment-ils - de l'un de leur confrère.

Pour le bâtonnier de l'ordre des avocats de Centrafrique, Émile Bizon, l'arrestation de son confrère n'est pas un cas isolé. Il se plaint des interférences dans le domaine judiciaire : « Au-delà du cas de cet avocat, c'est que nous voulions mettre en exergue et alerter des intrusions intempestives des pouvoirs politiques et administratifs dans le fonctionnement du système judiciaire. Ce n'est pas la première fois que cela se passe » [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210920-grogne-des-avocats-en-centrafrique-apr%C3%A8s-l-arrestation-de-l-un-d-entre-eux> le 22 septembre 2021).

## RCA : La ministre des Affaires étrangères dévoile la feuille de route du CIRGL

RFI

**20 Septembre 2021** – La semaine dernière, un mini-sommet sur la crise centrafricaine s'est tenu à Luanda. Une feuille de route a été adoptée par la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) pour la sortie de crise en RCA. Une feuille de route en six grands points dévoilée par la ministre centrafricaine des Affaires étrangères à RFI.

Le premier point de la feuille de route pour un retour à la paix en Centrafrique est un préalable concernant les groupes armés signataires de l'accord de paix de 2019 et ayant repris les armes en formant la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) et tenté de renverser les autorités en janvier. Ceux-ci doivent signer une déclaration formelle de renonciation à la violence et de retour à l'accord de paix. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210920-centrafrique-la-ministre-des-affaires-%C3%A9trang%C3%A8res-d%C3%A9voile-la-feuille-de-route-du-cirgl> le 22 septembre 2021).

## RCA : Dossier minier de Ndassima – Un arbitrage entre la Centrafrique et Axmin se tiendra à Abidjan

RFI

**20 Septembre 2021** – En Centrafrique, l'affaire concernant les permis miniers de Ndassima, les seules mines du pays connues comme étant industriellement exploitables se poursuit. Le permis avait été retiré au consortium canadien Axmin fin 2019 car les autorités lui reprochaient de ne pas avoir respecté les délais légaux pour débiter l'exploitation. Axmin oppose son incapacité à exploiter à cause des conditions sécuritaires et notamment la présence d'hommes armés sur le site.

Il aura fallu plusieurs semaines pour qu'une date soit fixée. C'est donc le 20 octobre que se tiendra l'arbitrage entre la junior canadienne Axmin et l'État centrafricain. La rencontre aura lieu à Abidjan. Le médiateur a été nommé mais son identité est gardée confidentielle. L'objectif est de trouver une sortie de crise à cette situation. Mais pour la société Axmin, le but est clair, il s'agit de récupérer les deux permis retirés il y a maintenant deux ans. Un retrait qu'elle considère comme illégal. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210920-dossier-minier-de-ndassima-un-arbitrage-entre-la-centrafrique-et-axmin-se-tiendra-%C3%A0-abidjan> le 22 septembre 2021).

## RCA : A voir ! – Le film Siriri, un message de paix pour la Centrafrique

DW

**20 Septembre 2021** – Pendant des années, le cardinal Nzapalainga et l'imam Layama ont milité ensemble pour la paix en RCA. Leur engagement est raconté dans un film : Siriri.

Vendredi 17 septembre, deux Centrafricains sont à Berlin. Et pas n'importe lesquels. Le cardinal Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui, et l'imam Abdoulaye Ouasselegue, secrétaire général du Conseil supérieur

islamique de Centrafrique. Tous deux sont venus assister à la présentation d'un film tourné en RCA : Siriri, le cardinal et l'imam. [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202109200926.html> le 22 septembre 2021).

## **RCA : La population prise en étau entre les paramilitaires russes et le groupe 3R**

RFI

**18 Septembre 2021** – Le MLPC alerte sur le sort des populations du nord-ouest du pays, théâtre de violents affrontements entre les forces pro-gouvernementales et le groupe rebelle 3R. Ce dernier donne du fil à retordre aux paramilitaires russes combattant aux côtés des forces centrafricaines. Les civils font les frais de ces affrontements : représailles, exécutions, viols et pillages selon de multiples sources concordantes. Le gouvernement s'inscrit en faux et engage les opposants à « œuvrer pour la paix au lieu d'attiser les tensions ».

« Les populations du nord-ouest sont prises en étau par les deux forces dans une prison à ciel ouvert », affirme le parti d'opposition MLPC (Mouvement pour la libération du peuple centrafricain). [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210918-centrafrique-les-paramilitaires-russes-et-le-groupe-3r-accus%C3%A9s-de-violentes-exactions> le 22 septembre 2021).

## **RCA : L'Onu retire les casques bleus gabonais suite à des accusations d'abus sexuels**

RFI

**15 Septembre 2021** – « Ces dernières semaines, des faits d'une particulière gravité, contraire à l'éthique militaire et à l'honneur des armées, commis par certains éléments des bataillons gabonais (...) ont été rapportés, écrit le ministère de la Défense du Gabon dans un communiqué transmis à l'AFP.

Suite aux nombreux cas d'allégations d'exploitation et d'abus sexuels en cours de traitement, les Nations unies ont décidé ce jour du retrait du contingent gabonais de la Minusca», la mission de l'ONU en Centrafrique. Le ministère ajoute qu'une « enquête a été ouverte par le Gabon ». [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20210915-centrafrique-l-onu-retire-les-casques-bleus-gabonais-suite-%C3%A0-des-accusations-d-abus-sexuels> le 22 septembre 2021).

## **RCA : Human Rights Watch pointe des zones d'ombre dans le dossier Ngaïkosset**

RFI

**14 Septembre 2021** – L'ancien chef rebelle Eugene Baret Ngaïkosset a été inculpé vendredi 10 septembre de crimes contre l'Humanité par la Cour pénale spéciale (CPS) à Bangui. « Une étape importante pour la justice » et dans la lutte contre l'impunité, selon l'ONG de défense des droits de l'homme. HRW a longuement enquêté à la fin des années 2000 sur les crimes dont est accusé celui qui était alors capitaine de la garde présidentielle de François Bozizé, et pour lesquelles il a hérité du triste surnom de « boucher de Paoua ». [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210914-centrafrique-human-rights-watch-pointe-des-zones-d-ombre-dans-le-dossier-nga%C3%AFkosset> le 22 septembre 2021).

## **RD Congo : Nations Unies – Le discours du chef de l'Etat congolais boudé par le MISS-RDC**

Les Dépêches de Brazzaville

**22 Septembre 2021** – Le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (MISS-RDC) estime que Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo est déconnecté de la réalité sur le terrain, en ignorant les derniers événements malheureux qui se sont passés à Beni et ses environs.

Le 21 septembre, en sa qualité de président de la RDC et de l'Union africaine, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo a délivré un discours à la tribune des Nations unies, à New-York. Un discours qui ne reflète pas la réalité de la situation sécuritaire sur le terrain dans certaines provinces du pays, selon le MISS-RDC. « Le discours du président de la République à New-York, contraire à la réalité sur le terrain à Beni-Ituri, démontre à quel point, après l'armée, l'infiltration a atteint le sommet de l'Etat », a indiqué ce mouvement. Pour lui, en effet, « ne pas être au courant de 722 civils tués, près de quarante véhicules brûlés et soixante-dix villages vidés

de leur population, montre une déconnection totale ». [...] (consulté en ligne sur <https://www.adiac-congo.com/content/nations-unies-le-discours-du-chef-de-letat-congolais-boude-par-le-miss-rdc-130729> le 22 septembre 2021).

## **RD Congo : Le journaliste Sosthène Kambidi arrêté pour son enquête sur l'assassinat des experts de l'ONU**

RFI

**22 Septembre 2021** – Cela fait plus de 24 heures que le correspondant de l'AFP, Actualité.cd et fixeur de RFI au Kasai est détenu sans accès à sa famille et à un avocat. Sosthène Kambidi avait couvert au quotidien les massacres de civils dans les provinces du Kasai et participé à l'enquête sur l'assassinat des deux experts de l'ONU, Michael Sharp et Zaida Catalan. Il se retrouve accusé, comme un autre journaliste arrêté fin juillet, d'avoir divulgué la vidéo de l'assassinat des deux experts de l'ONU.

Il y a quelques jours, Sosthène Kambidi avait confié à RFI qu'il avait des informations de la justice militaire selon lesquels il pourrait être bientôt convoqué dans le cadre de ce dossier. Notre confrère ne semblait pas inquiet, il se disait prêt à collaborer avec la justice et attendait une simple convocation. Mais il a finalement été arrêté aux environs de minuit par des militaires en civil dans l'un des hôtels de la capitale. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210922-rdc-le-journaliste-sosth%C3%A8ne-kambidi-arr%C3%AAt%C3%A9-pour-son-enqu%C3%AAte-sur-l-assassinat-des-experts-de-l-onu> le 22 septembre 2021).

## **RD Congo : A l'occasion de la journée mondiale de la démocratie/Justice – Amato Bayubasire annonce une autre évaluation de l'état de siège dans les jours à venir**

La prospérité

**22 Septembre 2021** – C'est en marge de la commémoration de la journée mondiale de la démocratie, célébrée le 15 septembre de chaque année, que le Vice-ministre de la Justice, Amato Bayubasire, a participé au forum organisé par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, avec pour but de réunir les peuples et décideurs du monde autour des idéaux et valeurs visant à consolider et défendre la démocratie. Le Secrétaire Général des Nations Unies a invité le monde à réfléchir sur les voies et moyens de renforcer la résilience démocratique face aux prochaines crises. [...] (consulté en ligne sur <https://laprosperiteonline.net/2021/09/22/nation/a-loccasion-de-la-journee-mondiale-de-la-democratie-justice-amato-bayubasire-annonce-une-autre-evaluation-de-letat-de-siege-dans-les-jours-a-venir/> le 22 septembre 2021).

## **RD Congo : De nouveaux engagements pris devant l'ONU – Félix Tshisekedi confirme la tenue des élections en 2023**

La prospérité

**22 Septembre 2021** – "En République Démocratique du Congo comme partout ailleurs au monde sans la sécurité et la paix, rien de durable ne peut se construire. La sécurité et la paix sont les conditions sine qua non du progrès des nations.

Le Peuple congolais en a besoin pour sa prospérité et la construction de sa démocratie, encore fragile. C'est pourquoi, je consacre toute mon énergie et attache le plus grand intérêt à la fin de l'insécurité, des massacres et des pillages et à l'instauration d'une paix durable dans l'ensemble de la République Démocratique du Congo, ce qui contribuera davantage à l'organisation des élections libres, transparentes, inclusives et crédibles prévues en 2023". Tels sont les propos du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo tenus hier, à New York, dans le cadre des assises consacrées à la 76ème session ordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU. [...] (consulté en ligne sur <https://laprosperiteonline.net/2021/09/22/a-la-une/de-nouveaux-engagements-pris-devant-lonu-rdc-felix-tshisekedi-confirme-la-tenue-des-elections-en-2023/> le 22 septembre 2021).

## **RD Congo : Kinshasa rend hommage à Dag Hammarskjöld pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de sa mort**

**22 Septembre 2021** – « Monsieur le Secrétaire général des Nations unies, Dag Hammarskjöld, d'heureuse mémoire, marquera à jamais les Africains, en général, et les Congolais, en particulier, grâce à son combat pour la justice et l'égalité, ainsi que le rôle crucial qu'il a joué dans la consolidation des jeunes démocraties naissantes africaines des années soixante ».

C'est par cet extrait d'une correspondance du chef de l'Etat congolais, le président Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à l'Ambassade de Suède en RDC, que le gouverneur de la ville de Kinshasa, Genty Ny Ngobila, a rendu hommage à l'ancien Secrétaire général de l'ONU, le Suédois Dag Hammarskjöld, à l'occasion du 60e anniversaire de sa mort. [...] (consulté en ligne sur <https://monusco.unmissions.org/kinshasa-rend-hommage-%C3%A0-dag-hammarskj%C3%B6ld-pour-le-60e-anniversaire-de-sa-mort> le 22 septembre 2021).

## **RD Congo : Affaires foncières – Les grévistes veulent rencontrer Sakombi Molendo**

Le Phare

**22 Septembre 2021** – Sauf changement de dernière minute, le Ministre des Affaires Foncières, Molendo Sakombi pourrait recevoir, ce mercredi 22 septembre 2021, dans son cabinet de travail, les représentants des grévistes de 11 Circonscriptions des Affaires Foncières de la ville de Kinshasa. C'est après deux semaines de grève observée dans la capitale, et qui continue à paralyser ledit secteur, privant ainsi des recettes le trésor public.

Déclenchée depuis le lundi 6 septembre 2021 par la Centrale Congolaise du Travail (CCT), syndicat majoritaire au sein du ministère des Affaires Foncières, la grève s'est radicalisée. [...] (consulté en ligne sur <https://www.lephareonline.net/affaires-foncieres-les-grevistes-veulent-rencontrer-sakombi-molendo/> le 22 septembre 2021).

## **RD Congo : Actifs sur les réseaux sociaux et autres plateformes numériques – Des jeunes influenceurs s'engagent à accompagner l'action de Genty Ny Ngobila**

La prospérité

**22 Septembre 2021** – Le Gouverneur de la Ville de Kinshasa, Genty Ny Ngobila Mbaka, a échangé, samedi 18 septembre dernier, à l'hôtel de Ville, avec des jeunes Leaders membres de plusieurs organisations ainsi que des influenceurs actifs sur les réseaux sociaux et plateformes numériques.

C'était une occasion pour l'autorité urbaine de faire part à ses hôtes de différentes réalisations de son gouvernement provincial en deux ans et quatre mois. [...] (consulté en ligne sur <https://laprosperiteonline.net/2021/09/22/nation/actifs-sur-les-reseaux-sociaux-et-autres-plateformes-numeriques-kinshasa-des-jeunes-influenceurs-sengagent-a-accompagner-laction-de-genty-ny-ngobila/> le 22 septembre 2021).

## **Rwanda: Who is Issac Kamali, the Genocide Fugitive in France ?**

The New Times

**22 September 2021** - Isaac Kamali, a genocide suspect living in France, was last week September 16, charged by a French anti-terror prosecutor for involvement in the 1994 Genocide against the Tutsi, in Rwanda. The naturalized French citizen is one among the many genocide fugitives living in France, having obtained citizenship there in 2002. He is wanted by Rwanda for participation in the 1994 Genocide, in the prefecture of Gitarama.

According to 50-year-old Jean Marie Vianney Kabega, a genocide survivor from Kamali's home region of Nyabikenke in Gitarama, the former was very decisive when clarifying that the Tutsi were to be targeted for elimination. [...] (Accessed online at <https://www.newtimes.co.rw/news/who-isaac-kamali-genocide-fugitive-france> on 22 September 2021).

## **Rwanda :**

HRW

**20 Septembre 2021** – COMMUNIQUÉ DE PRESSE – Nairobi — Les violations de la procédure régulière et du droit à un procès équitable décrédibilisent le verdict

La condamnation de l'opposant politique et détracteur rwandais Paul Rusesabagina a été prononcée à l'issue d'un procès entaché d'irrégularités, représentatif de l'ingérence du gouvernement et de sa manipulation du système judiciaire, a déclaré Human Rights Watch.

Le 20 septembre 2021, la Chambre spéciale chargée de juger les crimes internationaux et transnationaux au sein de la Haute Cour du Rwanda a condamné Paul Rusesabagina à 25 ans de prison, notamment pour avoir rejoint un groupe terroriste et avoir commis des actes terroristes. Ses 20 coaccusés ont aussi été condamnés. [...] (consulté en ligne sur <https://www.hrw.org/fr/news/2021/09/20/rwanda-paul-rusesabagina-reconnu-coupable-lissue-dun-proces-entache-dirregularites> le 22 septembre 2021).

## **Rwanda : Des questions autour de l'assassinat d'un ressortissant rwandais au Mozambique**

RFI

**15 Septembre 2021** – Révoquant Karemangingo a été abattu au volant de son véhicule, en début de semaine, alors qu'il rentrait à son domicile dans la banlieue de Maputo. Ancien soldat de l'armée rwandaise, ce commerçant vivait au Mozambique depuis 1998. Un assassinat troublant, car ces derniers mois il se disait, surveillé, menacé. De plus, il avait déjà échappé à une tentative d'assassinat il y a cinq ans.

Selon le président l'association des réfugiés rwandais au Mozambique, dont Révoquant Karemangingo était le trésorier, celui-ci se disait surveillé ces derniers mois. Il s'était plaint auprès de la police mozambicaine, évoquant des véhicules aux fenêtres teintées qui stationnaient devant son domicile et son lieu de travail, faisant état de menaces provenant de Kigali. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210915-des-questions-autour-de-l-assassinat-d-un-ressortissant-rwandais-au-mozambique> le 22 septembre 2021).

## **Tchad : Des dizaines de morts lors d'affrontements intercommunautaires dans l'Est**

RFI

**22 Septembre 2021** - Au Tchad, 28 personnes ont été tuées depuis dimanche dans l'est du pays dans des affrontements entre deux communautés. Un conflit récurrent au Tchad que les autorités n'arrivent pas à endiguer.

Entre dimanche et lundi soir, il y a eu 28 morts suite à des affrontements à Kidji, Mina et Tiyo, à une quarantaine de kilomètre d'Abéché, la principale ville de l'est de pays. À l'origine, un différend autour de terres occupées par des nomades que les allogènes ne souhaitent pas voir s'établir sur leur terroir.

Les tensions couvaient depuis plusieurs semaines, il y a même eu des appels aux violences via les réseaux sociaux, indiquent de sources locales. Mais les autorités du Ouaddai n'ont pas pris la situation au sérieux déplore une autre source locale relayée par la convention tchadienne pour la défense des droits de l'homme, une ONG qui dénonce l'incurie des autorités. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210922-tchad-des-dizaines-de-morts-lors-d-affrontements-intercommunautaires-dans-l-est> le 22 septembre 2021).

## **Tchad : La CTTDH dénonce le laxisme des autorités sécuritaires face aux litiges fonciers**

Le Journal du Tchad

**21 Septembre 2021 - La Convention Tchadienne de Défense des Droits de l'homme, condamne le conflit intercommunautaire de Tiyo. Elle regrette qu'une fois de plus, des citoyens perdent la vie à cause d'un différend foncier.**

D'après le dernier bilan, au moins 27 personnes sont mortes dans les affrontements du 19 septembre à Tiyo. Précisément dans les villages de Kidji-Mira, dans la province du Ouaddaï. La CTDDH, une fois de plus est indigné et condamne les instigateurs de ce conflit qui a causé près d'une trentaine de morts. « La CTDDH est d'autant plus indignée que cette tragédie aurait pu être évitée. »

Elle accuse : « Le laxisme et l'irresponsabilité des responsables administratifs et sécuritaires à une fois de plus causé des pertes en vies humaines ». Et affirme à juste titre que la responsabilité des autorités au niveau tant

central que local est largement engagée. La convention estime que : « les nominations complaisantes des agents médiocres et sans formation aucune dans l'administration locale est à l'origine de ces gestions scabreuses aux conséquences dramatiques des affaires provinciales. » [...] (consulté en ligne sur <https://www.journaldut Chad.com/tchad-la-ctddh-denonce-le-laxisme-des-autorites-securitaires-face-aux-litiges-fonciers/> le 22 septembre 2021).

## **Tchad : Le président du CMT ordonne la punition des criminels à l'origine du conflit de Tiyo**

Le Journal du Tchad

**21 Septembre 2021 - Mahamat Idriss Deby a présenté ses condoléances aux familles des victimes du de Tiyo. Le PCMT souligne que tous les instigateurs de ce conflit sanglant seront punis**

Le 19 septembre 2021, un conflit intercommunautaire a causé plus de sept morts et des blessés. La confrontation a eu lieu à Tiyo, localité située à une trentaine de kilomètres au sud d'Abéché. Une délégation ministérielle a été dépêchée sur les lieux. Celle-ci constater les dégâts et connaître l'origine des affrontements.

Par un post sur sa page Facebook, Mahamat Idriss Deby compatit. : « Suite à l'accrochage intercommunautaire macabre survenu à Tyo dans les environs d'Abéche. Nous tenons à présenter nos condoléances les plus sincères aux familles de toutes les victimes et à souhaiter prompt rétablissement aux personnes blessées ». [...] (consulté en ligne sur <https://www.journaldut Chad.com/tchad-le-president-du-cmt-ordonne-la-punition-des-criminels-a-lorigine-du-conflit-de-tiyo/> le 22 septembre 2021).

## **Tchad : Un pas de plus vers l'indemnisation des victimes d'Hissène Habré**

VOA

**21 Septembre 2021** - Une mission diligentée par l'Union africaine ravive l'espoir parmi les victimes. N'DJAMENA -L'Union africaine a récemment envoyé une délégation au Tchad, où les victimes du régime de l'ancien président Hissène Habré perdent l'espoir d'être indemnisées.

L'ancien président tchadien Hissène Habré est mort le 24 août au Sénégal, où il purgeait une peine de prison à perpétuité après avoir été déclaré coupable en 2016 de crimes contre l'humanité, viols, exécutions, esclavage et enlèvement.

La délégation dépêché à N'Djamena était conduite par Tordeta Radibaye, président du conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des victimes. [...] (consulté en ligne sur <https://www.voaafrique.com/a/tchad-un-pas-de-plus-vers-l-indemnisation-des-victimes-d-hiss%C3%A8ne-habr%C3%A9/6235679.html> le 22 septembre 2021).

## **Tchad : Les aiguilleurs du ciel sont en colère**

RFI

**21 Septembre 2021** - La colère les aiguilleurs du ciel au Tchad est causée par le peu de considération accordée par les autorités à ce secteur où la gabegie financière et les nominations de complaisance font courir au pays le risque de devenir une destination à risque.

Ils sont une vingtaine. Des cadres et spécialistes de la navigation aérienne civile qui ont décidé d'attirer l'attention de leur ministre de tutelle à travers une lettre ouverte publiée il y a quelques jours.

La missive dénonce la nomination de comptables et de statisticiens à des postes techniques comme la certification des vols ou la gestion des aéroports. Plus grave, le nouveau directeur général adjoint de l'autorité de l'aviation civile est un jeune à peine sorti d'école alors que les textes qui encadrent la profession exigent un minimum de dix ans d'expérience professionnelle. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210921-au-tchad-les-aiguilleurs-du-ciel-sont-en-col%C3%A8re> le 22 septembre 2021).

## **Tchad : L'art pour contribuer à l'autonomisation des femmes de Gaoui**

DW

**14 Septembre 2021** - A travers le projet "Au nom de l'art ", Célestin Maoundoé a formé plusieurs femmes du village de Gaoui à la poterie et à la sculpture pour les aider à gagner leur vie. Nous sommes dans l'enceinte de la maison dite de l'argile située, dans le village de Gaoui. C'est ici qu'une cinquantaine de femmes, formées à la sculpture et à la poterie, exposent leurs œuvres. Ces femmes, sélectionnées suite à un casting, ont d'abord bénéficié d'une résidence de création de janvier à mars 2020. Réunies désormais au sein d'une association dénommée les Reines de Gaoui, elles fabriquent divers types d'objets artistiques ou artisanaux qu'elles vendent pour subvenir à leurs besoins. [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202109150241.html> le 22 septembre 2021).

## **Tchad : Wakit-Tama se divise face à une offre du pouvoir militaire**

DW

**14 Septembre 2021** - Mahamat Nour Ahmat Ibedou, un membre influent du mouvement Wakit-Tama accepte de participer au prochain dialogue national. Le sujet ne fait pas l'unanimité. La Coordination des actions citoyennes Wakit-Tama enregistre une nouvelle défection après la Ligue tchadienne des droits de l'homme et le Syndicat des enseignants du Tchad. Le défenseur des droits humains, Mahamat Nour Ahmat Ibedou, a en effet décidé de participer au prochain dialogue national.

Une décision prise par son organisation, la Convention tchadienne de défense des droits de l'homme et que certains de ses camarades de Wakit-Tama considèrent comme une trahison.[...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202109140646.html> le 22 septembre 2021).

## **Tchad : Des associations alertent sur le phénomène grandissant de la traite des personnes**

RFI

**14 Septembre 2021** - Identifier les victimes de traite de personnes pour mieux les protéger et mieux les accompagner au retour à une vie normale. C'est le défi que s'est lancé le Tchad, le 14 septembre, à travers un mécanisme de référencement en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Un mécanisme insuffisant pour le réseau des associations du Mandoul, qui regroupe dix associations de cette province.

Ces associations dénoncent un phénomène qui prend de l'ampleur depuis plus de dix années. Conflit armé et inter-communautaire, pauvreté, déscolarisation sont autant de facteurs qui favorisent la traite des personnes. Elles interpellent les autorités pour lutter efficacement contre la traite des personnes.

Des passeurs promettent à des jeunes du sud du pays qu'ils vont faire fortune dans l'orpaillage. Mais à l'arrivée, c'est l'enfer qui les attend en plein désert tchadien. Le porte-parole du réseau des associations du Mandoul, Delaville Djimiabaye, tire la sonnette d'alarme. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210914-tchad-des-associations-alertent-sur-le-ph%C3%A9nom%C3%A8ne-grandissant-de-la-traite-des-personnes> le 22 septembre 2021).

---

*For further information and to be included into our mailing list please contact  
Alain Bertrand Kamdem, Communication and Advocacy Assistant: [akamdemsouop@ohchr.org](mailto:akamdemsouop@ohchr.org)*